

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 15/05/2019

N° : 2019/129

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

Page 3/75

 **Décisions**

Page 76/143

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 19/080/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement le Tribeca, situé 200 quai du Port 13002 Marseille à la SASU Desiderata, représentée par Geoffrey Vidale-Noyel**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La charte des Terrasses du Vieux Port.

### CONSIDÉRANT

Le changement de propriétaire et la demande de la SASU Désidérata, représentée par Geoffrey Vidale-Noyel, domiciliée 200 quai du Port 13002 Marseillen en vue d'occuper un emplacement public au :

200 quai du Port 13002 Marseille  
RCS Marseille: 840 054 142

### ARRETE

#### Article 1 :

La SASU Désidérata, représentée par Geoffrey Vidale-Noyel, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Tribeca, sis 200 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 42.70 m<sup>2</sup>
- Et une terrasse délimitée sans scellement de 14.85 m<sup>2</sup>

Soit une surface totale de 57.55 m<sup>2</sup>

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

**Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

**Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

**Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le Code du Travail pendant toute la durée de l'occupation.

**Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 9 :**

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 13B  
situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 portant création de la ZAC de FOS-LAVALDUC à Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté préfectoral du 11 octobre 1991 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002, conclue entre le SAN et l'EPAD ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015, approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la SPL ADOP, afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 13B situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 avril 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Avril 2019





SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

**ZAC DE LAVALDUC  
COMMUNE DE FOS SUR MER**

**LOT 13B**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain  
établi en application de l'article L 311-6  
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE**

### **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR**

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **V - DOCUMENTS GRAPHIQUES**



## **PREAMBULE**

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

## **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### ***1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur***

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à Monsieur Guillaume AZZOPARDI et Madame Anaïs CIPRIANI, **représentant de la SCI restant à créer**, domiciliée .....  
ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

### ***2) Désignation des terrains***

Le **lot 13B** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrits de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur les **parcelles n°B2908 et B2910** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **2814 m<sup>2</sup>**.



### **3) *Utilisation des terrains***

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage de bureaux.

La surface hors œuvre nette totale autorisée est de **1 900 m<sup>2</sup>**.

Compte tenu de la proximité avec le couloir des transports de matières, fluides et gaz dangereux (pipelines entre la parcelle B2910 et RN 569), la construction ne pourra pas être un ERP.

### **4) *Conditions de Cession***

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

## **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR**

### **1) *Obligations de la SPL SENS URBAIN***

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

### **2) *Délais d'exécution***

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

### **3) *Prolongation éventuelle des délais***

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.



Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

#### **4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur***

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

##### **4.1. Dommages et intérêts**

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000<sup>e</sup> du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

##### **4.2. Résolution de la vente**

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.



- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

## **5) Mise à disposition des terrains**

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

## **6) Vente - Location - Partage des terrains cédés**

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.



## **7) Nullité**

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

## **8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux***

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

## **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

### **1) *Dispositions générales***

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

### **2) *Aspect architectural***

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et



des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

### **3) Clôtures**

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

### **4) Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

### **5) Desserte**

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écreter le





débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

#### **6) Logements de fonction ou de gardiennage**

Ce bâtiment sera obligatoirement intégré à la volumétrie générale du programme, sa surface ne pourra être supérieure à 50 % de la surface affectée à l'activité, **sans pouvoir excéder 100 m<sup>2</sup>** de surface hors œuvre nette.

### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

#### **1) Gestion**

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

#### **2) Tenue générale**

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont prosrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

#### **3) Respect de l'environnement, pollution**

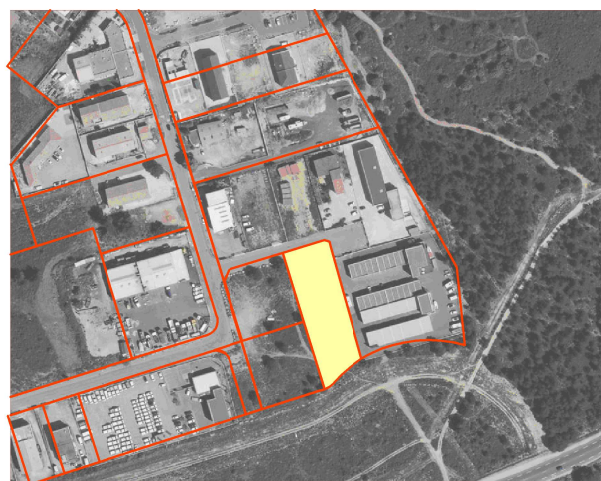
Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

## Z.A.C. de Lavalduc Allée Charles Lavéran Parties des parcelles B 2908 et 2910

### PLAN DE VENTE Lot n° 13B



Date : 27 Février 2019  
Dossier : 01MA1 19019-01

Echelle : 1/500

Terrain	Bureau	Validé
FBE	JVA	SDR

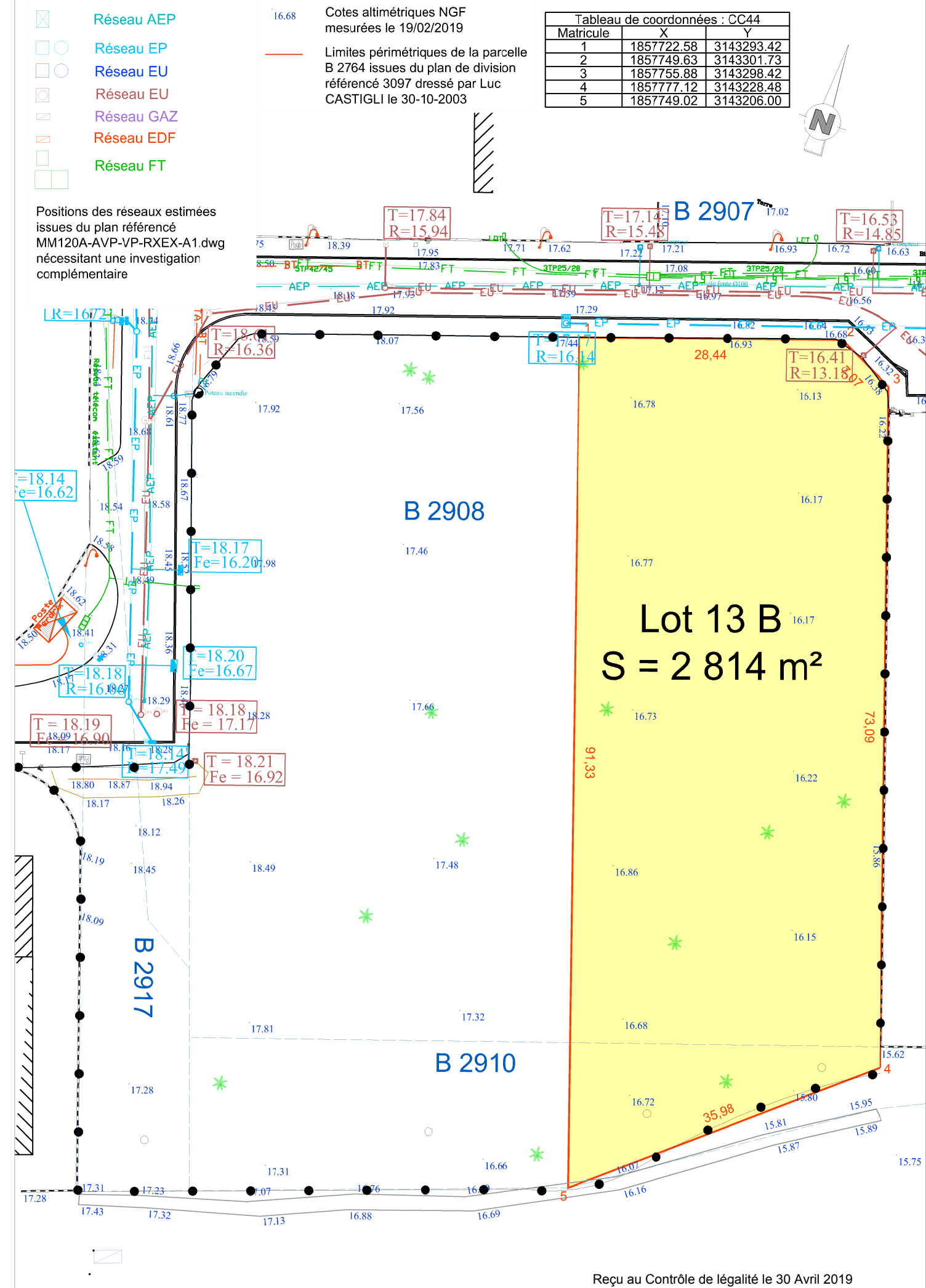
#### Historique

indice	date	modification	Terrain	Bureau	Validé
a	27/02/2019	Réalisation	FBE	JVA	SDR

Fichier: 13.3079-Plans\_de\_vente.dwg

Planimétrie RFG 93 CC44

Altimétrie NGF IGN 69



## **Arrêté n° 19/099/CM**

### **Arrêté d'engagement modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Meyrargues du 4 février 2019 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Meyrargues ;
- L'avis n°2019\_CT2\_087 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Meyrargues ;

- La délibération n°URB 007-5743/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, sollicitant de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues ;
- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, approuvé le 5 juillet 2017.

### **CONSIDÉRANT**

- Que l'objectif de la procédure de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues envisagée est la suppression de l'Emplacement Réservé n° 21. Le point objet de la présente procédure engendrera la modification des pièces écrites et graphiques en conséquence.
- Qu'il apparait en conséquence utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues sur ce point.
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme.
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Meyrargues du 4 février 2019, le Conseil de territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Meyrargues.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues.

#### **Article 2 :**

La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues a pour objet la suppression de l'Emplacement Réservé n° 21.

Le point objet de la présente procédure engendrera la modification des pièces écrites et graphiques en conséquence.

#### **Article 3 :**

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être mis à disposition du public.

#### **Article 4 :**

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, seront mis à disposition du public pendant au moins un mois.

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

**Article 5 :**

A l'issue de la mise à disposition, le bilan sera présenté devant le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement amendé de façon non substantielle pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

## Arrêté n° 19/100/CM

### Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers - Procédure de modification simplifiée n°7

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n° URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 14 janvier 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;
- La délibération n°44/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°7 du PLU de la Commune de La Fare les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

- La délibération n°URB 010-5746/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers en vigueur ;

### **CONSIDÉRANT**

- Que la commune de La Fare les Oliviers souhaite corriger l'impossibilité de construire des bâtiments nécessaires aux exploitations agricoles en zone agricole ;
- Qu'il convient de modifier le règlement en corrigeant des erreurs matérielles ;
- Qu'il est nécessaire de réactualiser la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification simplifiée n° 7 envisagée aura dès lors pour effet de modifier les pièces suivantes :
  - Rapport de Présentation
  - Règlement
  - Zonage
  - Liste des Emplacements Réservés
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 14 janvier 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 7 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers ;

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers.

#### **Article 2 :**

La modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers va permettre de corriger des erreurs matérielles présentes au sein du règlement. Il s'agit notamment de permettre l'autorisation de constructions et installations nécessaires à l'activité agricole au sein de la zone agricole. Elle va également permettre de réactualiser la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 18 mars 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

**Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019**

**Article 3 :**

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérécourse citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019



## Arrêté n° 19/103/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement Le Bistrot Pernod, situé 6 quai du Port 13002 Marseille, à la SAS A.F. Resto, représentée par Madame Anouchik Moradian**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port .

### CONSIDÉRANT

Le changement de propriétaire de l'établissement situé 6 quai du Port 13002 Marseille.

La demande de la SAS A.F. RESTO, représentée par Madame Anouchik Moradian, domiciliée 6 quai du Port 13002 Marseille, RCS Marseille: 848 798 260, en vue d'occuper un emplacement public au 6 Quai Du Port 13002 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS A.F. Resto, représentée par Madame Anouchik Moradian, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé le Bistrot Pernod, sis 6 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- une terrasse délimitée sans scellement de 29 m<sup>2</sup>

Sur laquelle sont implantés 2 parasols.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

### **Article 6 :**

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

### **Article 7 :**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

### **Article 8 :**

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

### **Article 9 :**

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.  
Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

**Article 10 :**

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.  
Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 11 :**

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

**Article 12 :**

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

**Article 13 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

**Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019**

## Arrêté n° 19/105/CM

### **Délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7<sup>ème</sup> Vice-Président ;
- L'arrêté n° 19/092/CM du 1<sup>er</sup> avril 2019 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est abrogé l'arrêté n° 19/092/CM du 1<sup>er</sup> avril 2019.

### **Article 2 :**

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Pascal Montecot, 7<sup>ème</sup> Vice-Président, en ce qui concerne le :

- **Patrimoine,**
- **Dialogue social.**

### **Article 3 :**

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Pascal Montecot reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

#### **3.1** Courriers aux Elus :

- 3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune ;
- 3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2 ;
- 3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- 3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ;

#### **3.2** Courriers aux Associations, aux Partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux Particuliers :

- 3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ;
- 3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2 ;
- 3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- 3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.
- 3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

#### **3.3** Courriers adressés aux services de l'Etat :

#### **3.4** Dans le champ de la présente délégation, dès lors qu'une délibération le prévoit, signature des conventions liées au versement des subventions ou des participations financières ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019**

3.5 Délibérations approuvées par le Conseil de la Métropole et le Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

3.6 Signature des actes authentiques ou notariés.

3.7 Dans le champ de la présente délégation, dès lors qu'une délibération ou une décision le prévoit, signature des baux ainsi que tous les actes de gestion afférents auxdits baux.

3.8 Travaux : demande d'autorisation de construire, de permis de démolir et d'autorisation de travaux.

3.9 Les Instances Représentatives du Personnel de la Métropole :

3.9.1 Les convocations aux CAP, CT et CHSCT

3.9.2 Institution du ou des bureaux de vote

3.9.3 Règlements intérieurs des instances représentatives (CAP, CT, CHSCT)

3.9.4 Arrêté de nomination de secrétaire de séances

#### **Article 4 :**

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire de Pélissanne, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

#### **Article 5 :**

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

#### **Article 6 :**

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

#### **Article 7 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

#### **Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

#### **Article 9 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

## Arrêté n° 19/106/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à coquillages situé 1 place du quatre septembre 13007 Marseille à la SASU Au Mistralou, représentée par Patrice Lahoude.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

## **CONSIDÉRANT**

L'arrêté d'occupation temporaire n°17/113/CM délivré le 10 avril 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Patrice Lahoude ;

Les autorisations d'extension du kiosque accordées par les services consultés et l'agrandissement qui en résulte ;

Le changement de forme juridique et la demande de la SASU Au Mistralou, représentée par Patrice Lahoude domiciliée 1 place du quatre septembre 13007 Marseille immatriculée au RCS Marseille sous le numéro 837 969 500 00011, en vue d'exploiter un kiosque à coquillages sur le domaine public à l'adresse suivante :

1 place du quatre septembre 13007 Marseille.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté d'occupation temporaire n°17/113/CM délivré le 10 avril 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Patrice Lahoude est abrogé.

### **Article 2 :**

La SASU Au Mistralou, représentée par Patrice Lahoude, est autorisée à exploiter un kiosque à coquillages et poissons d'une dimension de dix-huit mètres carrés et cinquante centimètres carrés (18.50 m2) sur le domaine public, sis 1 Place du Quatre Septembre 13007 à Marseille, en vue de procéder à la vente de poissons et coquillages

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 3**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 5 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019



#### **Article 6 :**

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

#### **Article 7 :**

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

#### **Article 8 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

#### **Article 9 :**

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

#### **Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

#### **Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

#### **Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Madame le Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019

## Arrêté n° 19/107/CM

### **Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la réalisation de travaux dans la Zone d'activités de La Crau à Salon-de-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande du 26 mars 2019 par laquelle la société ERT Technologies située 16, rue d'Athènes – 13127 Vitrolles ;

#### **CONSIDÉRANT**

- L'autorisation d'occupation du domaine public pour la réalisation de travaux d'enfouissement d'un réseau d'infrastructure de télécommunication à très haut débit, avenue Gabriel Voisin - Z.A. La Crau – 13103 Salon de Provence, pour le compte de la société Loca MTP SASU- Les Mayonnettes - 83470 Ollières ;
- Qu'il y a lieu de régler l'occupation du domaine public, pour assurer la réalisation des travaux.

#### **ARRETE**

##### **Article 1 :**

Le pétitionnaire est autorisé à exécuter des travaux d'enfouissement d'un réseau d'infrastructure de télécommunication à très haut débit, objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires sus visées et aux conditions particulières suivantes :

- Travaux effectués :  
Réalisation d'une tranchée de 58 ml, avec la pose de 2 fourreaux Ø 60, avenue Gabriel Voisin – Zone d'activités de La Crau – 13300 Salon de Provence.

Du 30 avril 2019 au 30 mai 2019.

**Article 2 :**

Cette autorisation n'est délivrée qu'à titre précaire et révocable, et sous réserve des droits des tiers ; elle sera annulée de plein droit si les travaux ne sont pas commencés dans les délais impartis.

**Article 3 :**

Dans ce cas particulier et à titre exceptionnel jusqu'à l'adoption de la délibération fixant les tarifs de redevances, cet arrêté ne sera soumis à aucune redevance.

**Article 4 :**

Pendant l'exécution des travaux, un panneau sera apposé sur le chantier indiquant la présente autorisation.

**Article 5 :**

Les dépôts de matériaux indispensables à l'exécution des travaux doivent être disposés de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils doivent être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit.

**Article 6 :**

Le pétitionnaire a la charge de signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (intérieur, travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 7 :**

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances, et de rétablir dans leur premier état, les fossés, les talus, les accotements, les chaussées ou trottoirs et tous ouvrages qui auraient pu être endommagés.

Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à ses frais, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, après mise en demeure restée sans effet.

**Article 8 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 9 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019**

## Arrêté n° 19/108/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 266 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres. Abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté n° 21/05 du 26 mai 2005.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'EPAREB ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- L'arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 21/05 du 26 mai 2005 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 266 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2<sup>ème</sup> modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013 du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 266 approuvé par arrêté n° 21/05 du 26 mai 2005, ne correspond plus au contexte de la ZAC et qu'il doit être en conséquence abrogé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme ;

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 266, situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 21/05 du 26 mai 2005.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019

**COMMUNE D'ISTRES**

**ZAC DU RANQUET**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain**

**Etabli en application de**

**L'Article L.311-6 du Code de l'Urbanisme**  
-----

**VENTE MAMP / lot 266**

**Préambule**

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L' EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître Céaglio en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

## **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur**

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

**Monsieur Gérald GAMBACINI**, demeurant : 266 impasse des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres (13800).

### **2 / Désignation du ou des terrains**

La parcelle cédée d'une superficie totale de **196 m<sup>2</sup>**, figure au cadastre sous la section **DE n° 166**. Elle est située en zone UDran du PLU de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 266** à usage privatif.

### **3 / Utilisation des terrains**

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de **79,60 m<sup>2</sup> de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

### **4 / Conditions de cession**

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.



## **II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS**

### **1 / Obligations de l'Aménageur**

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

### **2 / Délais d'exécution**

**NEANT**

### **3 / Prolongation éventuelle des délais**

**NEANT**

### **4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur**

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

#### **4.1 Clause Pénale**

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

#### **4.2 Résolution de la vente**

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

### **5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués**

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **6 / Nullité**

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

## **7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.**

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

## **III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive).

## **IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs**

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage



COMMUNE D'ISTRES

Z.A.C. DU RANQUET

LOT N° 266

PLAN DE BORNAGE

Propriété de Mr GAMBACINI Gérald

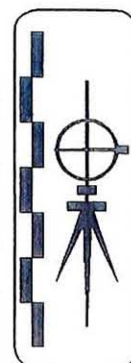


\* Cadastre Section DE N° 166  
Superficie = 196 m<sup>2</sup>

Bon pour accord  
Signatures:

*Bon Pour Accord*

 Droit de passage momentané ( Tour d'échelle )



REFERENCE DOSSIER  
REFERENCE FICHIER

5666  
ranquet

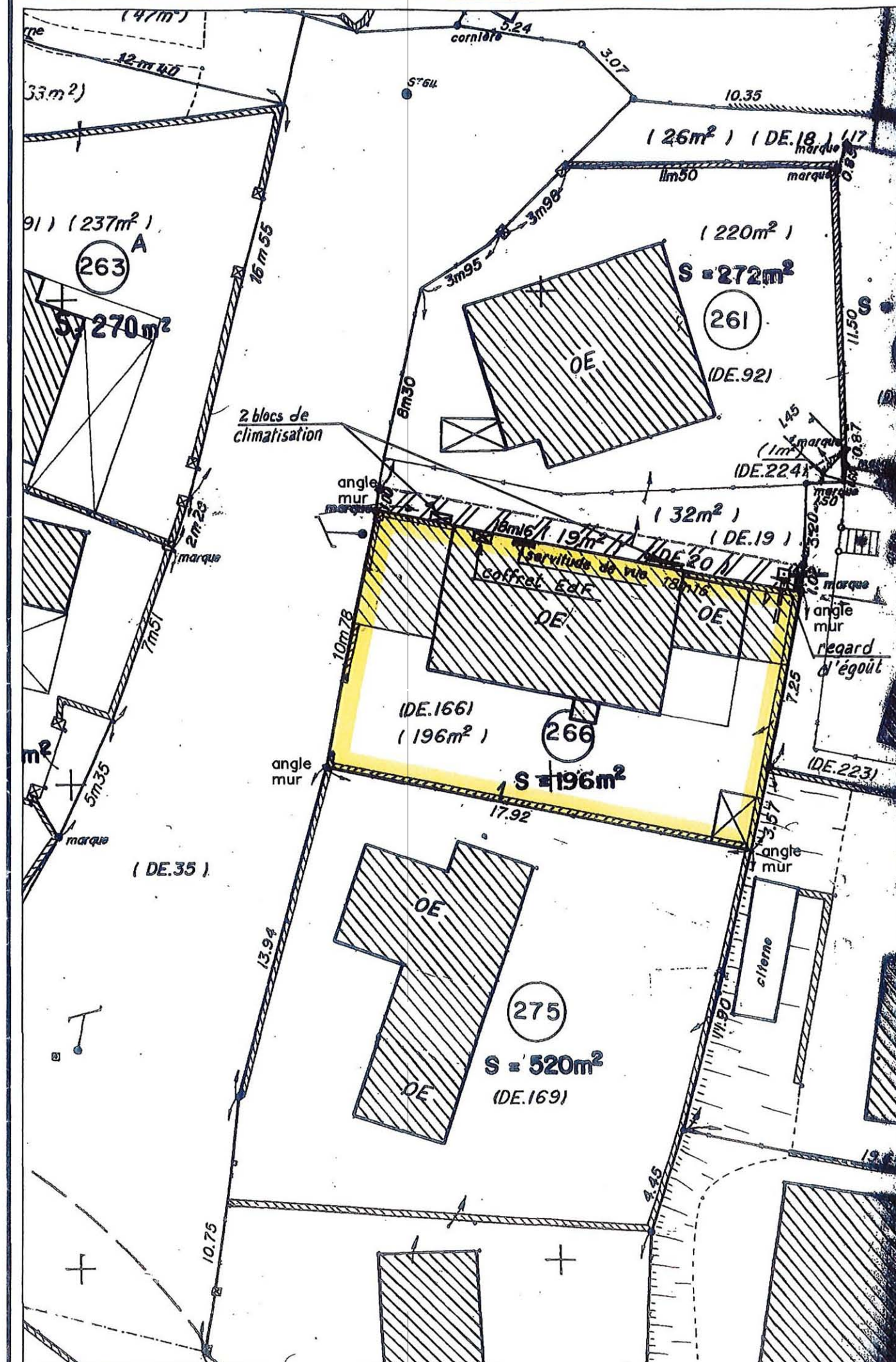
BUREAU :  
TERRAIN :

Modifié le	Indice	Objet de la modification
04/05/2010		

Dressé le 07 FEVRIER 2005



Dressé par SARL Cabinet MICHELETTI Géomètres-experts D.P.L.G. - 22 Bd de Vauranne - 13800 ISTRES - TEL:04.42.55.00.83  
e.mail : jc.micheletti@wanadoo.fr FAX:04.42.56.92.37





## Arrêté n° 19/109/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 16-7B situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer. Abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 18/15 du Président du SAN Ouest Provence du 30 mars 2015.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 portant création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté préfectoral du 11 octobre 1991 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 18/15 du Président du SAN Ouest Provence du 30 mars 2015 ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC ;
- Que la cession par l'aménageur de la parcelle cadastrée B 3141 au propriétaire du lot 16-7 mitoyen déjà titulaire d'un Cahier des Charges de Cession de Terrain, permet la constitution d'un nouveau lot établi sur un périmètre plus important, nécessitant l'abrogation du Cahier des Charges de Cession de Terrain précédant, approuvé par arrêté n° 18/15 du Président du SAN Ouest Provence du 30 mars 2015.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 16-7B, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté n° 18/15 du Président du SAN Ouest Provence du 30 mars 2015.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

# **ZAC DE LAVALDUC COMMUNE DE FOS SUR MER**

## **LOT 16.7B**

**(abroge et remplace le CCCT 16.7 approuvé le 30 mars 2015 par arrêté n°18/15)**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain  
établi en application de l'article L 311-6  
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE**

### **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR**

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **V - DOCUMENTS GRAPHIQUES**



## **PREAMBULE**

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

### **Précisions :**

***Le présent cahier des charges de cession de terrain concerne le lot 16.7B qui regroupe les lots initialement dénommés 16.7 et 16.6. En effet, la SCI QUENFLOSA actuellement propriétaire du lot 16.7, conformément à l'acte de vente du 8 janvier 2016 établi aux conditions du CCCT approuvé le 30 mars 2015 par arrêté n°18/15, souhaite également acquérir le lot mitoyen 16.6. La réunion des 2 lots est ainsi conditionnée par l'abrogation du CCCT du lot 16.7, et remplacé par le présent CCCT du nouveau lot 16.7B.***

## **I - CESSIION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur**

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à **SCI QUENFLOSA**, représenté par **Mme Vanessa DIOCLES épouse DECONIHOUT et M. François DECONIHOUT**, domicilié **80 allée André Marie AMPERE 13270 Fos sur Mer** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.





## **2) Désignation des terrains**

Le **lot 16.7B** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrits de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur les **parcelles n° B3141 ET B3142** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est de **1630 m<sup>2</sup>**.

## **3) Utilisation des terrains**

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage de artisanal (hangar et bureau) et logement. Le logement a déjà était construit dans le cadre de la vente du lot initial 16.7.

La surface de plancher totale autorisée est de **971 m<sup>2</sup>**, dont 400m<sup>2</sup> octroyées initialement dans le cadre de la vente du lot initial 16.7.

## **4) Conditions de Cession**

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

# **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR**

## **1) Obligations de la SPL SENS URBAIN**

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

## **2) Délais d'exécution**

L'acquéreur s'engage à, pour le surplus à construire à la date d'approbation du présent CCCT :

2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.

2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.



2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

### **3) *Prolongation éventuelle des délais***

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

### **4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur***

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

#### **4.1. Dommages et intérêts**

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000<sup>e</sup> du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

#### **4.2. Résolution de la vente**

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.



L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

## **5) Mise à disposition des terrains**

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

## **6) Vente - Location - Partage des terrains cédés**

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.



En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

## **7) Nullité**

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

## **8) Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux**

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.



### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

#### ***1) Dispositions générales***

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

#### ***2) Aspect architectural***

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

#### ***3) Clôtures***

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

#### ***4) Enseignes - Panonceaux***

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

#### ***5) Desserte***

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT



36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écrêter le débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

#### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

##### ***1) Gestion***

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

##### ***2) Tenue générale***

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.



### **3) *Respect de l'environnement, pollution***

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

COMMUNE DE FOS SUR MER

Quartier LAVALDUC

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE FOS SUR MER

ZAC LAVALDUC

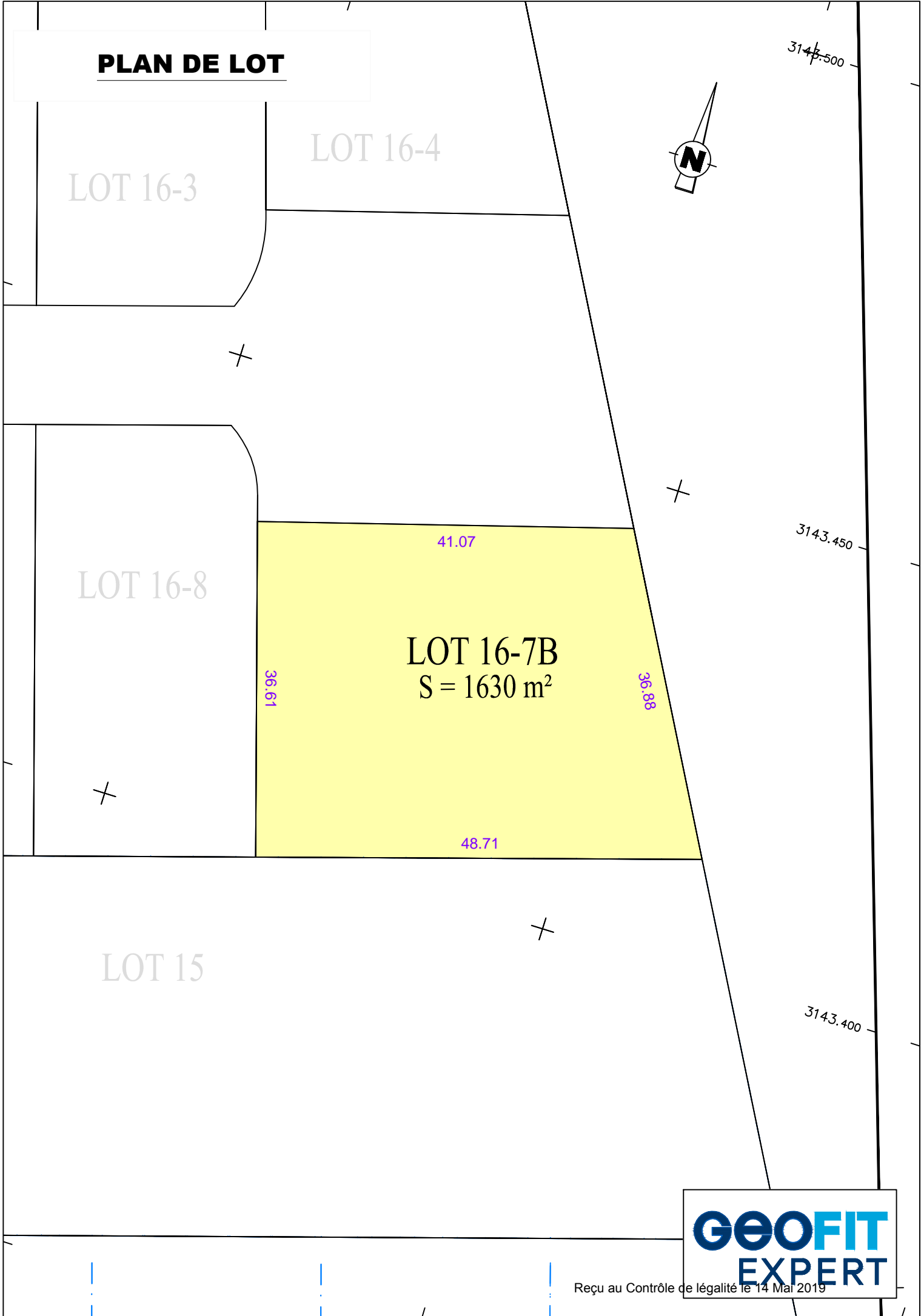
LOT 16-7B



1				
0	Plan de lots	11/04/2019	TIS	TGO
Indice	Nature des modifications	Date	Auteur	Verifié par

ECHELLE: 1/200	Date du relevé : 10/04/2019	DOSSIER: MA119019-07	FICHER: MA119019-07.dwg
PLAN DE LOT			
COORDONNEES RGF93 CC44 <input checked="" type="checkbox"/>		NIVELLEMENT IGN 69 <input checked="" type="checkbox"/>	
COORDONNEES INDEPENDANTES <input type="checkbox"/>		NIVELLEMENT INDEPENDANT <input type="checkbox"/>	

**GEOFIT EXPERT Géomètre - Expert**  
Thomas GODBILLOT (n° 05908)  
12 Bd Frédéric Sauvage  
13014 MARSEILLE  
Tel.04 86 76 03 22 - Fax: 04 91 37 56 84  
marseille@geofit-expert.fr





**Arrêté n° 19/110/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 18 situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 portant création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté préfectoral du 11 octobre 1991 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP), afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019**

- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 18/368/CM du 7 janvier 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 18, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

**ZAC DE LAVALDUC  
COMMUNE DE FOS SUR MER**

**LOT 18**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain  
établi en application de l'article L 311-6  
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE**

### **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR**

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **V - DOCUMENTS GRAPHIQUES**



## **PREAMBULE**

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

## **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### ***1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur***

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à la **SCI ROUSSETTE représentée par Monsieur Stéphane ANSARD, domicilié 8 avenue de la Moutte 13 270 Chateauneuf les Martigues** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

### ***2) Désignation des terrains***

Le **lot 18** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrits de le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur une partie de la **parcelle n° B2764** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **6100 m<sup>2</sup>**.



### **3) Utilisation des terrains**

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage de bureaux et ateliers de formation.

La surface de plancher totale autorisée est de **3050 m<sup>2</sup>**.

### **4) Conditions de Cession**

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

## **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR**

### **1) Obligations de la SPL SENS URBAIN**

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

### **2) Délais d'exécution**

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

### **3) Prolongation éventuelle des délais**

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.



#### **4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur***

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

##### **4.1. Dommages et intérêts**

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000<sup>e</sup> du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

##### **4.2. Résolution de la vente**

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette



somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

## **5) Mise à disposition des terrains**

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

## **6) Vente - Location - Partage des terrains cédés**

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

## **7) Nullité**

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet,





conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

#### **8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux***

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

#### **1) *Dispositions générales***

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

#### **2) *Aspect architectural***

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.



### **3) Clôtures**

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

### **4) Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

### **5) Desserte**

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écrêter le débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

## **IV -GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **1) Gestion**

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.



## **2) Tenue générale**

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

## **3) Respect de l'environnement, pollution**

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

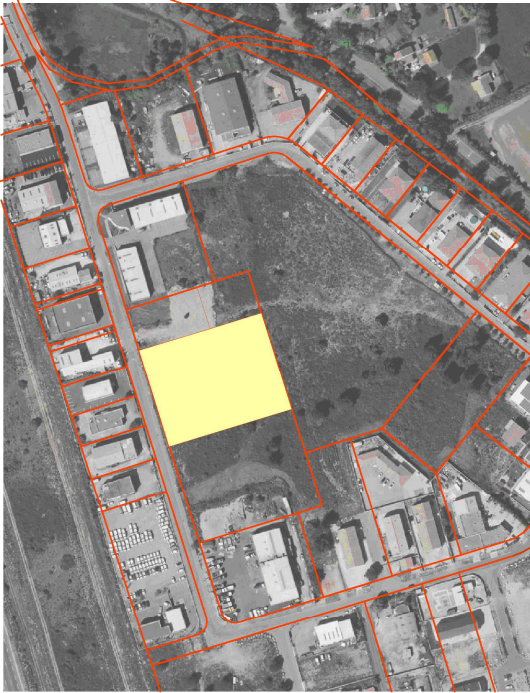
En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONES  
COMMUNE DE FOS SUR MER

Z.A.C. de Lavalduc  
Allée Jean Perrin  
Partie de la parcelle B 2764

PLAN DE VENTE  
Lot n° 18



Echelle : 1/500

Terrain	Bureau	Validé
FBE	JVA	SDR

Date : 27 Février 2019  
Dossier : 01MA1 19019-01

Historique

indice	date	modification	Terrain	Bureau	Validé
a	27/02/2019	Réalisation	FBE	JVA	SDR

Fichier: 01MA119019-01\_TOPO V2.dwg

Planimétrie RFG 93 CC44

Altimétrie NGF IGN 69

Tableau de coordonnées : CC44

Matricule	X	Y
1	1857533.60	3143289.06
2	1857467.43	3143268.21
3	1857492.99	3143184.07
4	1857559.16	3143204.93

Cotes altimétriques NGF  
mesurées le 19/02/2019

Limites périmétriques de la parcelle  
B 2764 issues du plan de division  
référéncé 3097 dressé par Luc  
CASTIGLI le 30-10-2003

- Réseau AEP  
Réseau EP  
Réseau EU  
Réseau EU  
Réseau GAZ  
Réseau EDF  
Réseau FT

Positions des réseaux estimées  
issues du plan référencé  
MM120A-AVP-VP-RXEX-A1.dwg  
nécessitant une investigation  
complémentaire

B 2802

## **Prescription de la modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres**

### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.101-1, L.101-2, L.153-37, L.153-40, L.153-41, L.153-45, L.153-47, L.153-48, R.153-20 et R.153-21;
- L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 ;
- Le décret d'application n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme, de la Ville d'Istres approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, qui a fait l'objet d'une annulation partielle, de trois mises à jour approuvées par arrêtés n° 877/15 du 15 juillet 2015, n° 1610/2016 du 9 novembre 2016 et n° 5/18 du 15 octobre 2018, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016. Une modification simplifiée n° 3 est en phase d'approbation ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de supprimer les emplacements réservés n° 74 (destiné à la création d'espaces verts) et n° 77 (destiné à du stationnement) ;
- La nécessité d'ajouter un article dans les dispositions générales du règlement, relatif aux unités extérieures de climatisations et assimilés ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée n° 4 ;

- Que cette adaptation relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme ;
- Que, pour la mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnés aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations ;
- Que ces observations sont alors enregistrées et conservées ;
- Que les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil de Territoire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition ;
- Qu'à l'issue de la mise à disposition, Madame la Présidente en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est prescrit une procédure de modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres.

### **Article 2 :**

La modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres concernera la suppression des emplacements réservés n° 74 et n° 77 ainsi que l'ajout d'un article dans les dispositions générales du règlement, relatif aux unités extérieures de climatisations et assimilés.

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil de Territoire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole ainsi qu'au siège du Conseil de Territoire durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire. Il fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019

## **Arrêté n° 19/113/CM**

### **Arrêté de réquisition du personnel de la Direction de la Gestion des Equipements Trafic (DGET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Le mouvement de grève national dans la fonction publique annoncé pour la journée du jeudi 9 mai 2019 et les préavis de grève déposés par les organisations syndicales ;
- L'information suivant laquelle le mouvement sera suivi en particulier au sein de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chargée du bon fonctionnement et de la sécurité des usagers dans les tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint Charles qui assurent la fluidité du trafic routier de l'agglomération marseillaise;
- L'impossibilité de maintenir ces tunnels ouverts dans des conditions de sécurité optimales en l'absence du nombre requis d'agents d'exploitation ;
- Que toutefois la fermeture des tunnels serait de nature à remettre en cause gravement la sécurité des personnes en raison de l'impossibilité pour les services de secours d'urgence ou d'incendie de porter assistance à la population en cas d'accident ou de toute autre menace visant les personnes ;

- Qu'il est urgent d'assurer la fluidité du trafic routier dans et à proximité immédiate de l'agglomération marseillaise ;
- Que dans ce contexte, il convient de remédier par des mesures appropriées et proportionnées à cette situation ;
- Que l'urgence de la situation et le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public justifient la réquisition de personnel de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Monsieur Mohamed Benbrik, agent d'intervention, demeurant 27 rue Barthélémy 13001 Marseille, est requis pour assurer ses fonctions habituelles concernant la surveillance et la sécurité des tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint-Charles :

le jeudi 9 mai 2019 de 5 h 30 à 14 h 00 ;

### **Article 2 :**

A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition il pourra être procédé à son exécution d'office.

### **Article 3 :**

Le présent ordre de réquisition sera notifié à l'agent requis par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2019**



## **Arrêté n° 19/114/CM**

### **Arrêté de réquisition du personnel de la Direction de la Gestion de l'Espace Public au sein de la Direction de Pôle Voirie Espace Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Le mouvement de grève national dans la fonction publique annoncé pour la journée du jeudi 9 mai 2019 et les préavis de grève déposés par les organisations syndicales ;
- L'information suivant laquelle le mouvement sera suivi au sein de la Direction de Pôle Voirie Espace Public de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, par les agents en charge des missions de maintien de la sécurité de la voirie sur le territoire Marseille Provence.
- Que ces missions de mise en sécurité doivent être assurées 24 heures sur 24 et 365 jours par an, à partir notamment des signalements opérés par les équipes du bataillon des marins pompiers, de la police municipale et de la police nationale ;
- Qu'en l'absence du nombre requis d'agents il est impossible d'assurer ces missions dans des conditions permettant de prévenir ou d'éliminer tout danger pour les usagers de l'espace public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Mai 2019

- Que dans ce contexte, il convient de remédier par des mesures appropriées et proportionnées à cette situation ;
- Que l'urgence de la situation et le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public justifient la réquisition d'une partie du personnel de la Direction de la Gestion de l'Espace Public affecté à la sécurité de la voirie.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Les personnels dont les noms suivent sont requis aux dates et heures mentionnées ci-après pour assurer leurs fonctions habituelles concernant la sécurité de la voirie, sur leur lieu d'affectation :

- M. Michel PRUDHOMME, demeurant 60 rue Samatan, 13007 Marseille :  
du mercredi 8 mai 2019 à partir de 22 h 20 au jeudi 9 mai 2019 5h10.
- M. Marc Antoine PIACENTILE, demeurant 84 boulevard de Roux, 13004 Marseille :  
du mercredi 8 mai 2019 à partir de 22 h 20 au jeudi 9 mai 2019 5h10.
- M. Christophe SOMMELLA, demeurant résidence La Boiserie, 181 rue du docteur Cauvin, 13012 Marseille :  
du mercredi 8 mai 2019 à partir de 22 h 20 au jeudi 9 mai 2019 5h10.
- M. Eric SAN NICOLAS, demeurant 570 impasse des destriers, 13400 Aubagne :  
le jeudi 9 mai 2019, de 5h10 à 14h 00.  
du jeudi 9 mai 2019 à partir de 22 h 20 au vendredi 10 mai 5h10.
- M. Régis CHIOLO, demeurant la Batarelle Haute, 63 rue Gratteloup 13013 Marseille :  
le jeudi 9 mai 2019, de 5h10 à 14h 00.  
du jeudi 9 mai 2019 à partir de 22 h 20 au vendredi 10 mai 5h10.
- M. Eric GOILE, demeurant le Marthoulet 05500 Le Noyer :  
le jeudi 9 mai 2019, de 5h10 à 14h 00.  
du jeudi 9 mai 2019 à partir de 22 h 20 au vendredi 10 mai 5h10.
- M. Jérôme FOREL, demeurant Résidence Tiboulén, Bâtiment G, 29 Boulevard Baptistin Cayol 13008 Marseille :  
le jeudi 9 mai 2019, de 13 h 30 à 22 h 20 .
- M. Stéphane DECOME, demeurant 20 rue Boisselot, 13014 Marseille :  
le jeudi 9 mai 2019, de 13 h 30 à 22 h 20 .
- M. Jean-Pierre KAPPE, demeurant 110 impasse des Restanques, 13112 La Destrousse :  
le jeudi 9 mai 2019, de 13 h 30 à 22 h 20 .

### **Article 2 :**

A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition il pourra être procédé à son exécution d'office.

**Article 3 :**

Le présent ordre de réquisition sera notifié aux agents requis par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 mai 2019

**Martine VASSAL**

# DÉCISIONS

**Décision n° 19/268/D**

**Occupation temporaire du Domaine Public par des commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée pour l'année 2019**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée autorise une occupation partielle d'une parcelle d'environ 10m<sup>2</sup> de la ZAC du Petit Arbois afin que des prestataires puissent installer leurs véhicules alimentaires afin de compléter l'offre alimentaire de la ZAC du Petit Arbois ;

- Que les commerces alimentaires ambulants de type « Food Truck » tels qu'énoncés dans l'article 1, occupent selon un planning journalier défini, l'espace public du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces exploitations par des titres d'occupation pour l'année 2019.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est validée l'occupation temporaire de l'espace public des Food Truck pour l'année 2019 :

- MAMA'S COOK
- MEAT PEOPLE
- FRED COQUILLAGE (La Crêpe qui Roule)
- LOS AMIGOS
- CUISINE NOMADE (La Bonne Fourchette)
- ORIGINAL'S TRUCK
- DOUCE HEURE DES METS
- AU POIDS CHICHE
- VIRTUAVISION (El Jefe)
- CHIFOUMI
- MARMITE STREET

### **Article 2 :**

Les conventions d'occupation temporaire sont consenties moyennant une redevance de 15 euros par journée d'occupation.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 70328- Chapitre 70-Fonction 61.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019**

## Décision n° 19/271/D

### **Occupation temporaire du Domaine Public pour toutes structures associatives ou non associatives ayant des activités de développement personnel et de bien-être sur le Technopôle de l'Environnement pour l'année 2019**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée mets à disposition des espaces dédiés pour des associations ou des structures non associatives, afin d'exercer des activités de développement personnel et de bien-être.

- Que les structures non associatives et les associations telles qu'énoncées dans l'article 1 occupent, selon un planning hebdomadaire défini, à raison d'une séance par semaine par structure, des espaces dédiés sur le domaine du Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser la pratique de ces activités par des titres d'occupation pour l'année 2019 ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est validée l'occupation temporaire des espaces dédiés sur le domaine du Technopôle de l'Arbois une fois par semaine pour chacune des structures de janvier à décembre 2019 :

Les structures non associatives, représentées par :

- Mme Karine RANCIAT – massage Thaï
- Mme Nathalie EXCOFFON – activités gymniques
- Mme Joëlle CAVALIERI – sophrologie
- Mme Emmanuelle MASINI - Yoga

Et les associations :

- Taekwondo du Pays d'Aix
- YAGANATURO - Yoga

### **Article 2 :**

Les conventions établies pour les structures non associatives sont consenties moyennant une redevance de 5 euros par journée d'activité. Gratuité pour les associations.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 70328 Fonction 61.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019



## Décision n° 19/290/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 217 situé route des Oliviers à La Fare les Oliviers appartenant à Messieurs Eric et Gilbert Tricot**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du 26 juin 2000 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur sa commune ;
- La délibération du 23 novembre 2007 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption ;
- La délibération du 24 juin 2010 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3<sup>ème</sup> visa et 3<sup>ème</sup> alinéa ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 6 mars 2019 enregistrée sous le n° 013 037 19 M0024 portant aliénation d'un bien immobilier bâti d'une superficie de 5a18ca cadastré section AH sous le numéro 217 sis route des Oliviers, appartenant à Messieurs Eric et Gilbert Tricot, au prix de 192 000 euros ;
- Le courrier de Monsieur le Maire de La Fare les Oliviers du 4 avril 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section AH numéro 217 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n°24 (*aménagement du carrefour route des oliviers*) au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 juin 2010, modifié par délibération les 23 septembre 2010 et 27 janvier 2011, révisé le 29 mars 2012, modifié les 28 février 2013, 11 septembre 2014 et 10 septembre 2015, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de répondre à une politique plus large du réaménagement de la route D19c.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AH numéro 217 sis route des Oliviers à La Fare les Oliviers appartenant à Messieurs Eric et Gilbert Tricot.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 avril 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/294/D

### **Modification du seuil de participation aux frais de fonctionnement des locaux sis Avenue du Pic de Bretagne - 13420 Gémenos**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **PREAMBULE**

Par convention n° 06/1021 du 30 janvier 2006, la Commune de Gémenos a permis la mise à disposition d'une partie des locaux municipaux, sis avenue du Pic de Bretagne dans le Parc d'Activités de la Plaine de Jouques, pour y installer les services techniques communaux et les services communautaires propriété urbaine, voirie, eau et assainissement de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Ladite convention a fixé les modalités de remboursement permettant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de rembourser les frais de fonctionnement occasionnés par l'occupation pérenne de l'antenne territoriale ainsi que les éventuels travaux d'entretien courant.

Il a été convenu que la Communauté Urbaine rembourserait exclusivement à la Commune sa quote-part des charges générales suivantes : électricité, chauffage, climatisation, impôts locaux... Le calcul de la quote-part a été basé à hauteur de 45% du montant annuel des frais de fonctionnement dudit bâtiment.

Par une nouvelle convention du 7 février 2019, les locaux en question ont été conjointement mis à disposition du Sibam pour l'exécution des missions de service public de l'eau et de l'assainissement.

Il a alors été précisé que le Sibam rembourserait à la Commune de Gémenos sa quote-part de charges générales. Le calcul de cette quote-part a été arrêté à 15% du montant annuel des frais de fonctionnement de ce bâtiment.

Il convient donc de passer un avenant à la convention n° 06/1021 du 30 janvier 2006 afin de réduire la participation de la Métropole aux frais de fonctionnement à hauteur de 30%.

### **CONSIDÉRANT**

Qu'il y a lieu de conclure un avenant 1 à la convention n° 06/1021 du 30 janvier 2006 compte tenu de ce qui précède.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est signé l'avenant n°1 à la convention n° 06/1021 du 30 janvier 2006 afin de réduire la participation de la Métropole à hauteur de 30% des frais de fonctionnement du bâtiment sis Avenue du Parc de Bretagne.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 06 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

## Décision n° 19/301/D

### Création de la régie d'avances des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 18/321/CM du 5 décembre 2018 portant délégation à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable assignataire du 12 avril 2019.

### **CONSIDÉRANT**

La nécessité de créer la régie d'avances pour les aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et Mazargues-Eyraud à Marseille ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix- Marseille-Provence, une régie d'avances pour les aires d'accueil des gens du voyage de Marseille.

Les dépenses s'impacteront sur le Budget Territoire Marseille Provence (CT1) en fonction de la nature des dépenses.

#### **Article 2 :**

Cette régie est installée à :  
L'Aire d'Accueil de Saint Menet  
Chemin du Mouton  
13011 Marseille

Un deuxième lieu d'accueil est ouvert à :  
L'Aire d'Accueil de Mazargues Eyraud  
47 rue de Lattre de Tassigny  
13008 Marseille

#### **Article 3 :**

La régie règle les dépenses suivantes :

- Le remboursement du trop perçu sur prépaiement des consommations de fluides
- La restitution du droit d'entrée remboursable après déduction faite des sommes dues ;

#### **Article 4 :**

Les dépenses désignées à l'article 3 sont réglées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Virement ;

#### **Article 5 :**

Un compte de dépôt de fonds est ouvert pour la régie d'avances au nom du régisseur ès qualité auprès du Comptable Public Assignataire ;

**Article 6 :**

Les interventions des mandataires suppléants ont lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 7 :**

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 5 000 euros avec un maximum numéraire de 2 000 euros par site.

**Article 8 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses au minimum une fois par mois.

**Article 9 :**

Le régisseur titulaire est assujetti à cautionnement.

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 11 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 12 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 avril 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Avril 2019

## Décision modificative de la décision constitutive de 18 sous-régies n°16/039/D

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 18/321/CM du 5 décembre 2018 portant délégation à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision constitutive de 18 Sous-Régies de recette n° 16/039/D du 10 juin 2016 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 7 mars 2019.



## CONSIDÉRANT

- La nécessité de demander un fonds de caisse de 200 euros pour la réouverture de la piscine Yves Blanc à la fin des travaux prévue en avril 2019.

## DECIDE

### **Article 1 :**

L'article 5 de la décision constitutive n° 16/039/D du 10 juin 2016 est modifié comme suit : Attribution d'un fonds de caisse de 200 euros pour la piscine Yves Blanc et reventilation des différents fonds de caisses des piscines du Territoire du Pays d'Aix (voir tableau récapitulatif).

<b>PISCINES</b>	<b>FONDS DE CAISSES</b>
Yves Blanc (AIX)	200,00€
Claude Bollet (AIX)	150,00€
Plein Ciel (AIX)	150,00€
Centre aquatique Ste Victoire (VENELLES)	225,00€
Jean Pierre Moré (PUY STE REPARADE)	75,00€
Centre aquatique Durance Luberon (PERTUIS)	150,00€
Virginie Dedieu (FUVEAU)	150,00€
Guy Drut (BOUC BEL AIR)	75,00€
Piscine d'été (GARDANNE)	150,00€
Piscine d'été (TRETS)	75,00€
Jas de Rhôdes (PENNES MIRABEAU)	150,00€
Canetons (PENNES MIRABEAU)	75,00€
Liourat (VITROLLES)	75,00€
Hermes (VITROLLES)	75,00€
Piscine Canetons (LAMBESC)	75,00€
<b>TOTAL</b>	<b>1850,00€</b>

**Article 2 :**

L'article 11 de la décision 16/038/D du 10 juin 2016 doit être modifié comme suit :

Le Régisseur met à disposition des Sous-Régies un fonds de caisse global de 1850 euros (répartition fixée à l'Article 1)

**Article 3 :**

Les autres articles de la décision 16/039/D du 10 juin 2016 demeurent inchangés.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 avril 201926 avril 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Avril 2019**

## Décision n° 19/303/D

### **Création de la régie prolongée de recettes des aires d'accueil des Gens du Voyage de Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 18/321/CM du 5 décembre 2018 portant délégation à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis conforme du comptable public assignataire du 16 avril 2019 ;

### **CONSIDÉRANT**

La nécessité de créer la régie prolongée de recettes pour les aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et Mazargues-Eynaud à Marseille ;

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix- Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour les aires d'accueil des gens du voyage de Marseille.

Les recettes s'impacteront sur le Budget Territoire CT1 en fonction de la nature des recettes.

#### **Article 2 :**

Cette régie est installée à :  
L'Aire d'Accueil de Saint Menet  
Chemin du Mouton  
13011 Marseille

Un deuxième lieu d'encaissement est ouvert à :  
L'Aire d'Accueil de Mazargues Eynaud  
47 rue de Lattre de Tassigny  
13008 Marseille

#### **Article 3 :**

La régie encaisse les produits suivants :

- Location d'emplacements,
- Vente de fluide (eau, électricité),
- Droit d'entrée qui sera remboursable après déduction faite des sommes éventuellement dues ;

#### **Article 4 :**

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques bancaires
- Numéraire
- Carte prépayée
- Carte bancaire

Les modalités d'encaissement selon la nature des recettes seront les suivantes :

- Pour la location et la vente des fluides : remise en contrepartie de l'encaissement d'une quittance extraite d'un carnet à souche dédié ;  
Une carte prépayée peut être également remise contre un paiement en numéraire ou chèque ou carte bancaire. Dans ce cas une facture ou quittance d'un carnet à souche dédié sera remise au client.

- Pour le droit d'entrée réglé en numéraire ou par chèque ou par carte bancaire : remise d'un justificatif dédié au locataire.

**Article 5 :**

La date limite d'encaissement, par le régisseur, des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 15 jours.

**Article 6 :**

Un compte de dépôt de fonds est ouvert pour la régie de recettes prolongée au nom du régisseur es`qualités auprès du Comptable Public Assignataire ;

**Article 7 :**

Les interventions des mandataires suppléants ont lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**Article 8 :**

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 euros.

**Article 9 :**

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

**Article 10 :**

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

**Article 11 :**

Un fond de caisse d'un montant de 200 euros pour chaque lieu d'encaissement est mis à disposition du régisseur pour la régie de recettes.

**Article 12 :**

Le régisseur titulaire est assujetti à cautionnement.

**Article 13 :**

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14 :**

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

**Article 15 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 avril 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 26 Avril 2019**

## Décision n° 19/304/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal MONTECOT ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que les entreprises :
  - Hydratis spécialisée dans le domaine de la mesure de la qualité de l'eau, Bureau d'études en hydrogéologie, hydraulique urbaine et assainissement.

- Winbin spécialisée dans la création d'applications favorisant des solutions économiques et écologiques pour la gestion des déchets.

Viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider l'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Hydratis: Convention d'occupation précaire portant sur des bureaux pour une surface de 10,50 m<sup>2</sup> au bâtiment pépinière CleanTech pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2019 au 30 avril 2024.

Recette pour l'année 2019 : 595,00 euros HT/HC.

- Winbin: Convention d'occupation précaire portant sur des bureaux pour une surface de 12.50 m<sup>2</sup> au bâtiment pépinière CleanTech pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2019 au 30 avril 2024.

Recette pour l'année 2019 : 708,33 euros HT/HC.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – Nature 752 Fonction 61 chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019



20181305500157  
29-04-19  
PRÉF. 13

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2011130550041\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

775690944

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

Immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20181305500157

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13106 Septèmes-les-Vallons

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2018

**Opération :**

PLS - LES 7 THEMES

Bd Antoine Vabre

Quartier Pré de L'Aube Sud

13240 SEPTEMES LES VALLONS

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention PEEC	132 312,00	4,19%	
<b>Sous-total Subventions</b>	132 312,00	4,19%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
Crédit Foncier - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 749 468,00	87,15%	2,25%
<b>Sous-total Prêts</b>	2 749 468,00	87,15%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	273 076,36	8,66%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	273 076,36	8,66%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 154 856,36	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 154 856,36		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

20

1 517,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

20

1 517,30 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20

Surface utile :

1 517,30 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	562 447,23 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 420 142,96 €
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de Revient H.T.	2 982 590,19 €
Montant de la TVA	172 266,17 €
Prix de revient TTC	3 154 856,36 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 079,26 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20181305500157

## Décision n° 19/306/D

**ZAC du technopole de Château-Gombert - Marseille 13ème arrondissement -  
Convention de participation constructeur passée avec SOGIMA -  
PC 013055 18 00948 P0.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 86/243/UCV du 28 avril 1986 approuvant le dossier de création la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La délibération du Conseil municipal de Marseille n° 88/113/UCV du 28 mars 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC du technopole de Château-Gombert ;
- La convention de concession passée entre le Syndicat d'Economie Mixte et la SOMICA (devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM), notifiée à la SOMICA le 27 octobre 1988 ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTC008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'opération à la Métropole Aix-Marseille Provence.
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019

## **CONSIDÉRANT**

- Que La ZAC du technopole de Château-Gombert s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equiperment les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SOGIMA est signataire d'un compromis de vente relatif à l'acquisition auprès de la Ville de Marseille d'un terrain bâti composé des parcelles n° 879 I 207 et 209 et parcelles 889 E 225 et 226, sis n°58 rue Paul Langevin – Marseille 13<sup>ème</sup> arrdt et a déposé le 19/12/2018 une demande de permis de construire n° PC 013055 18 00948 PO pour la démolition des 2 500 m2 sdp de bureau existants et la construction d'un ensemble immobilier de 3047,10 m2 sdp dont 999,30 m2 de bureau et 2047,80 m2 d'entrepôt
- Que le terrain d'assiette de ce programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC du technopole de Château-Gombert, en secteur UzcgEa du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Ville de Marseille ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 32 826,00 euros, somme révisable en fonction de l'indice TP01 ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la SOGIMA au coût des équipements publics de la ZAC du technopole de Château-Gombert d'un montant de 32 826 euros.

### **Article 2 :**

La participation constructeur sera versée directement à la SOLEAM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC du technopole de Château-Gombert.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/307/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que l'entreprise Protec Concept Innovation spécialisée dans la conception, la fabrication, la distribution de pièces plastique de protection, déjà locataire sur le Technopôle de l'Arbois pour des bureaux dans le bâtiment CleanTech souhaite louer une cave à usage de stockage ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est validée la convention d'occupation précaire de l'entreprise :

- Protec Concept Innovation: Location d'une cave de 17,18m<sup>2</sup> au bâtiment Laennec, pour la période du 01/05/2019 au 07/01/2020.

Recette : 910,54 euros HT/HC/an.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune des Pennes Mirabeau pour l'acquisition d'un bien situé 23, avenue Victor Hugo 13170 Les Pennes Mirabeau - Propriété Caisse d'Epargne**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 271x12 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines et d'urbanisation future ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la totalité des zones urbaines et d'urbanisation future ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 10 avril 2019 portant aliénation d'un bien sis 21 avenue Victor Hugo, 13170 Les Pennes Mirabeau.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **DÉCIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune des Pennes Mirabeau pour l'acquisition d'un bien sis 21, avenue Victor Hugo, 13170 Les Pennes Mirabeau.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/311/D

### Décision d'ester en justice - désignation de Maître Olivier Burtez-Doucède pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Gino Sava

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°19MA01128 déposée le 11 mars 2019, par Monsieur Gino Sava à la Cour Administrative d'Appel de Marseille à l'encontre du jugement du Tribunal Administratif du 10 janvier 2019, rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2016, déclarant immédiatement cessibles, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parcelles nécessaires à la réalisation de la ZAC Empallières sur la Commune de Saint-Victoret.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Olivier Burtez-Doucède 69 rue Sainte 13001 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Olivier Burtez-Doucede pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont prise en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mai 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/312/D

**Désignation du cabinet Fidal pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'affaire qui l'oppose à l'Association de préservation et de défense du quartier du chemin du Four d'Aix-en-Provence contestant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1706587 déposée le 14 septembre 2017 par l'Association de Préservation et de défense du quartier du chemin du Four d'Aix-en-Provence contestant la décision implicite de rejet née le 27 juillet 2017 portant rejet de la demande d'abrogation partielle du PLU d'Aix-en-Provence formulée le 16 mai 2017.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le tribunal administratif de Marseille et d'être représenté par le Cabinet Fidal, domicilié 4-6 avenue d'Alsace, 92982 Paris La Défense Cedex

#### **Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Fidal pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019**



Présidente de la Métropole  
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

## Décision n° 19/313/D

### Décision d'ester en justice - désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Phoenix Controle

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1902152-3, déposée le 9 mars 2019, au Tribunal Administratif de Marseille par la société Phoenix Controle, demandant l'annulation de la décision du 4 janvier 2019 rejetant sa demande préalable indemnitaire tendant à la réparation du préjudice subi lors de son éviction irrégulière de la procédure de passation du marché public relatif à la prestation de contrôle technique des poids lourds et véhicules utilitaires

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019**

## Décision n° 19/316/D

### Décision d'ester en justice - désignation de la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à Monsieur Luc Brun

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en appel que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déposer à l'encontre du jugement du Tribunal Administratif de Marseille, du 12 mars 2019, qui annule l'arrêté du 28 septembre 2016 du syndicat intercommunal du Bolmon-Jai prononçant le licenciement de Monsieur Luc Brun à titre de sanction ;
- La requête n°EXE1502459-1 aux fins d'exécution des jugements du Tribunal Administratif de Marseille du 9 janvier 2018 et du 5 juin 2018, déposée le 7 janvier 2019, par Monsieur Luc Brun.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant les deux juridictions de l'ordre administratif et d'être représenté dans ces deux affaires par la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés 141, avenue de Wagram 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 mai 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 06 mai 2019**



## Décision n° 19/317/D

### **Avenant 1 au bail dérogatoire du 16 février 2018 constatant le changement de preneur du lot 247 au sein de La Maison du Développement Industriel**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **PREAMBULE**

Le 16 février 2018, la société Beretech a signé un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la Métropole Aix-Marseille Provence, pour la location d'un bureau individualisé portant le numéro 247 au sein de La Maison Industriel sise 43 rue Joliot Curie – Technopole de Château Gombert à 13452 Marseille Cedex 13.

Depuis, le preneur a vu sa comparution changée suite à diverses opérations juridiques.

L'avenant a pour but de prendre acte du changement de preneur du bien.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de prendre un avenant 1 avec la société Beretech 13 pour acter le changement de preneur des locaux.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signé l'avenant 1 qui prend acte que la société Beretech 13 est le preneur du lot 247 au sein de la Maison Industriel du Développement sise 43 rue Joliot Curie – Technopole de Château Gombert à 13452 Marseille cedex 13.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**



Présidente de la Métropole  
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

## Décision n° 19/323/D

### Décision d'ester en justice- Désignation de la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société AX'Eau Résodétection

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1709822 présentée par la Société Ax'EAU Résodétection devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de l'avis à tiers détenteur portant sur la somme de 3 762 euros notifié à la société AX'Eau Résodétection correspondant à l'application d'une pénalité contractuelle pour défaillance du prestataire dans sa mission de détection des réseaux, d'autre part, à ce qu'une somme de 2 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés – 5 rue Boussairolles - 34000 Montpellier.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mai 2019

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/324/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Grégory Gabanou**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1902569-9 présentée par Monsieur Grégory Gabanou devant le Tribunal Administratif de Marseille le 24 mars 2019, tendant notamment à l'annulation de la décision du 8 février 2019 par laquelle la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'a informé de son affectation à la Médiathèque Intercommunale – Site de Grans à compter du 16 février 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Monsieur Grégory Gabanou ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1902569-9 et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 mai 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/325/D

**Exercice du Droit de Préemption Urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section 835 E 163, 835 E 165, 835 E 166, 835 E 167, 835 E 169, 835 E 170 sis 3-7 rue Sauveur Tobelem, 2-8 rue Pascal et 50, rue d'Endoume 13007 Marseille, appartenant à Madame Mattei Michèle.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.210-1 et suivants, L.213-1 et suivants, R.213-1 et suivants et L.300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n°AEC 001-377/13/CC du 28 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 207 19 M0048 reçue en mairie de Marseille le 25 février 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées section 835 E 163, 835 E 165, 835 E 166, 835 E 167, 835 E 169, 835 E 170 sises 3-7 rue Sauveur Tobelem, 2-8 rue Pascal et 50 rue d'Endoume 13007 Marseille, appartenant à Madame Mattei Michèle, pour un montant de 838 469,59 euros hors taxes ;

- Le décret n°2014-1573 du 22 décembre 2014 fixant les conditions de visite du bien par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme, disposant que « le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier aliéna ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un mois pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption » ;
- La demande de visite adressée le 1<sup>er</sup> avril 2019 par courrier recommandé avec accusé réception et réceptionnée le 4 avril 2019 ayant pour effet de suspendre le délai d'instruction ;
- L'absence de réponse du propriétaire sur la demande de visite dans le délai de 8 jours à compter de la date de réception de la demande de visite, soit le 12 avril 2019, entraînant la reprise du délai précité de préemption et la prorogation de ce dernier pour un mois supplémentaire, soit jusqu'au 12 mai 2019 ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des Domaines ;
- L'avis de France Domaines référencé n°2019-207V0848 du 29 avril 2019.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de plan local d'urbanisme, est titulaire du droit de préemption urbain sur la totalité de son territoire ;
- Qu'elle est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;
- Que les parcelles cadastrées section 835 E 163, 835 E 165, 835 E 166, 835 E 167, 835 E 169, 835 E 170 sont situées en zone UAe1 (centre-ville – évolution avec conservation des formes) et sur l'emplacement réservé ER71.Z13 du Plan local d'Urbanisme ;
- Que cet emplacement réservé ER71.Z13 vise la réalisation d' « équipements divers », au bénéfice de la commune ou de la Métropole ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment en matière d'organisation de la mobilité au sens des articles L.1231-1, L.1231-8, L.1231-14, L.1231-15 et L.1231-16 du code des transports, qui inclut la création et l'entretien des parcs et aires de stationnement ;
- Que, considérant la demande forte de stationnement résidentiel dans le secteur, la Métropole envisage la réalisation d'un parc de stationnement résident sur ce tènement, afin de réduire le stationnement sur voie publique ;
- Que la maîtrise de ces parcelles répond à un objectif d'intérêt général conforme aux dispositions des articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'Urbanisme.



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain aux prix et conditions proposés dans la déclaration d'intention d'aliéner, conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme, pour l'acquisition des parcelles cadastrées section 835 E 163, 835 E 165, 835 E 166, 835 E 167, 835 E 169, 835 E 170, d'une superficie cadastrale totale de 1240 m<sup>2</sup> environ et en partie occupées, soit la somme de 838 469,59 euros hors taxes, conformément à l'avis de France Domaine ci-dessus référencé, et ce en vue de réaliser un parc de stationnement résident.

### **Article 2 :**

Par suite de cet accord, la propriétaire doit considérer comme définitive la vente de son bien cité en objet au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette vente devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R.213-12 et L.213-14 du Code de l'Urbanisme.

### **Article 3 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil- 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 09 mai 2019

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
 2014130550018\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 573620754

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500008

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13203 Marseille - 3e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** 5 PLUS/6 PLAI/ rue Loubon/13003/Domicil  
 99, rue loubon  
 13003 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	23/12/2014	20141305500236
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. UNICIL		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
<b>Adresse :</b>		

11 RUE ARMENY

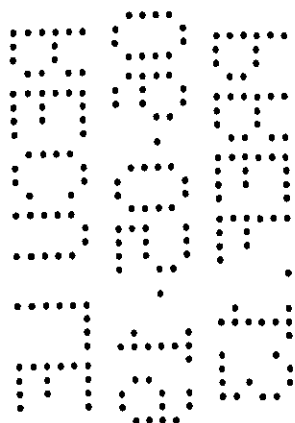
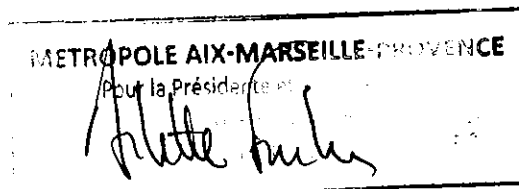
<b>Ville :</b>	13006 Marseille
<b>Exercice :</b>	2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 11)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	1 023 453,67 €	1 054 255,49 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 68 300,00 €	(B) 68 300,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 51 908,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 16 392,00 €

Fait à MARSEILLE

le : **30 AVR. 2019**



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	63 600,00	7,46%
Subvention Commune	36 000,00	4,22%
Subvention PEEC	40 909,00	4,80%
Subvention Département	30 000,00	3,52%
Subvention Autres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>170 509,00</b>	<b>19,99%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	398 457,00	46,71%
Prêt CDC foncier	45 554,00	5,34%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>444 011,00</b>	<b>52,05%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	238 579,36	27,97%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>238 579,36</b>	<b>27,97%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>853 099,36</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	4 700,00	0,64%
Subvention Commune	30 000,00	4,08%
Subvention PEEC	34 091,00	4,64%
Subvention Département	30 000,00	4,08%
Subvention Autres	5 728,89	0,78%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>104 519,89</b>	<b>14,22%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	387 271,00	52,70%
Prêt CDC foncier	44 275,00	6,02%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>431 546,00</b>	<b>58,72%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	198 816,13	27,05%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>198 816,13</b>	<b>27,05%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>734 882,02</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	60 000,00	3,78%
Subvention Commune	66 000,00	4,16%
Subvention Autres	5 728,89	0,36%
Subvention PEEC	75 000,00	4,72%
Subvention Etat	68 300,00	4,30%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>275 028,89</b>	<b>17,32%</b>

<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	785 728,00	49,48%
Prêt CDC foncier	89 829,00	5,66%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>875 557,00</b>	<b>55,14%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	437 395,49	27,54%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>437 395,49</b>	<b>27,54%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 587 981,38</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 587 981,38</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 054 255,49 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	284,31 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	284,31 m²
Assiette *	:	520 853,18 €
Taux de subvention	:	0,90 %
SUBVENTION	:	4 700,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	291,16 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	291,16 m²
Assiette *	:	533 402,31 €
Taux de subvention	:	11,92 %
SUBVENTION	:	63 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	575,47 m²
Assiette : 1 054 255,49 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 300,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	6,48 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 300,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caracteristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	177 263,32 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 187 440,42 €
Prestations intellectuelles et frais	140 202,47 €
Prix de Revient H.T.	1 504 906,21 €
Montant de la TVA	83 075,17 €
Prix de revient TTC	1 587 981,38 €

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

2 759,45 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :       Hors opération spécifique



19 / 3 2 7 / 0

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550009\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500007

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13075 Plan-de-Cuques

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS- Les terrasses du Mail Plan de Cuques  
VEFA  
32 rue Paul Sirvent  
13380 Plan de Cuques

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/09/2013	20131305500022
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. UNICEL		
SA HLM 7 ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
Adresse :		
11 RUE ARMENY		

Ville : 13006 Marseille  
Exercice : 2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	370 957,22 €	375 555,09 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 2 800,00 €	(B) 2 800,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 1 601,60 €
Solde à verser		(B-C) 1 198,40 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 AVR. 2019



A handwritten signature, possibly "C", written below the stamp.



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	2 800,00	0,63%
Surcharge foncière	6 800,00	1,52%
Subvention PEEC	6 800,00	1,52%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	12 000,00	2,68%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>28 400,00</b>	<b>6,35%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	110 666,11	24,76%
Prêt CDC logement	233 220,93	52,17%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000,00	7,83%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>378 887,04</b>	<b>84,75%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	39 753,27	8,89%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>39 753,27</b>	<b>8,89%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>447 040,31</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>447 040,31</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 375 555,09 €**

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

198,53 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

4

198,53 m²

Assiette \* : 375 555,09 €

Taux de subvention : 0,75 %

SUBVENTION : 2 800,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4 Surface utile : 198,53 m²

Assiette : 375 555,09 € **SUBVENTION** : **2 800,00 €**

Taux moyen de subvention : 0,75 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale : 198,53 m²

Assiette de subvention : 89 812,87 €

Taux de subvention : 7,57 %

Montant de subvention : **6 800,00 €**

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 9 600,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	110 419,37 €
Coût du bâtiment ou des travaux	331 258,12 €
Prestations intellectuelles et frais	5 362,82 €
Prix de Revient H.T.	447 040,31 €
Montant de la TVA	
Prix de revient TTC	447 040,31 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 251,75 €/m <sup>2</sup>
Type d'opération :	accord Action Logement 2013-2015

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	6 800,00	7,57%
Subvention PEEC	6 800,00	7,57%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>13 600,00</b>	<b>15,14%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	76 212,87	84,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>76 212,87</b>	<b>84,86%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>89 812,87</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>89 812,87</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	29 779,50 €
Surface utile totale	198,53 m²
Dont SU Collectif	198,53
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	110 419,37 €
Assiette de subvention (dépassement)	89 812,87 €
Taux de la subvention	7,57 %



19 / 328 / D

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2013130550009\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

### N° de décision

20191305500006

### Nature de l'opération

Neuf

### Commune (Insee)

13075 Plan-de-Cuques

### Nature des logements

Logements ordinaires

### Type de bénéficiaire

Ménages

### Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

### Exercice

2019

**Opération :** PLUS- Les terrasses du Mail Plan de Cuques  
VEFA  
32 rue Paul Sirvent  
13380 Plan de Cuques

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : 13  
Bouches du Rhône : 13  
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)  
S.A. UNICIL  
SA HLM 7.ESH  
Code bénéficiaire : 573620754  
Adresse : 11 RUE ARMENY

N° de décision  
20131305500023

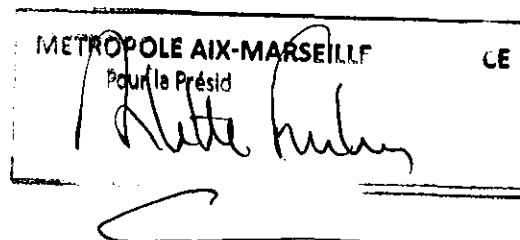
Ville : 13006 Marseille  
Exercice : 2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	110 951,00 €	89 812,87 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	6 800,00	6 800,00
Montant des acomptes versés		(C) 3 128,00 €
Solde à verser		(B-C) 3 672,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 AVR. 2019



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	6 800,00	7,57%
Subvention PEEC	6 800,00	7,57%
<b>Sous-total Subventions</b>	13 600,00	15,14%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	76 212,87	84,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	76 212,87	84,86%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	89 812,87	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	89 812,87	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	29 779,50 €
Surface utile totale	198,53 m²
Dont SU Collectif	198,53
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	110 419,37 €
TVA de la charge fonciere	9 173,00 €
Charge foncière TTC	119 592,37 €
Assiette de subvention (dépassement)	89 812,87 €
Taux de la subvention	7,57 %

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
 2014130550023\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 573620754

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500010

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13075 Plan-de-Cuques

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** 8 PLUS/4 PLAI/ les Gardanens/Plan-Cuques/Phoceenne  
 Les Ambrosis, avenue Louis pasteur  
 13380 Plan-de-Cuques

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500098
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. UNICL		
SA ILM / ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
Adresse :		
11 RUE ARMENY		

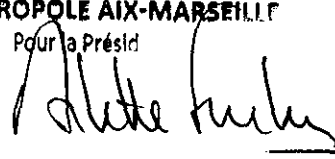
Ville :	13006 Marseille
Exercice :	2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 264 536,09 €	1 264 536,09 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 42 300,00 €	(B) 42 300,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 12 690,00 €
Solde à verser		(B-C) 29 610,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 AVR 2015

METROPOLE AIX-MARSEILLE  
Pour la Présid  




# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 000,00	4,92%
Surcharge foncière	6 269,56	0,79%
Subvention PEEC 1 pour 1	6 000,00	0,76%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	12 000,00	1,51%
Subvention Commune	33 333,00	4,21%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>96 602,56</b>	<b>12,19%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	111 364,00	14,05%
Prêt CDC logement	486 182,00	61,35%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>597 546,00</b>	<b>75,41%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	98 300,11	12,40%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>98 300,11</b>	<b>12,40%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>792 448,67</b>	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	3 300,00	0,42%
Surcharge foncière	11 730,44	1,50%
Subvention PEEC 1 pour 1	12 000,00	1,53%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	24 000,00	3,07%
Subvention Commune	66 667,00	8,52%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>117 697,44</b>	<b>15,04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	208 364,00	26,63%
Prêt CDC logement	259 849,00	33,21%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>468 213,00</b>	<b>59,83%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	196 600,21	25,12%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>196 600,21</b>	<b>25,12%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>782 510,65</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC 1 pour 1	18 000,00	1,14%
Subvention Commune	100 000,00	6,35%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	2,29%
Subvention Etat	42 300,00	2,69%
Surcharge foncière	18 000,00	1,14%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>214 300,00</b>	<b>13,61%</b>

<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	746 031,00	47,37%
Prêt CDC foncier	319 728,00	20,30%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 065 759,00</b>	<b>67,67%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	294 900,32	18,72%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>294 900,32</b>	<b>18,72%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 574 959,32</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération /dépassement</b>	<b>1 574 959,32</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 264 536,09 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	8	447,94 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>8</b>	<b>447,94 m²</b>
Assiette *	:	824 087,14 €
Taux de subvention	:	0,40 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>3 300,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	4	239,41 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>4</b>	<b>239,41 m²</b>
Assiette *	:	440 448,95 €
Taux de subvention	:	8,85 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>39 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	687,35 m²
Assiette : 1 264 536,09 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>42 300,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,35 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	687,35 m²
Assiette de subvention	:	338 857,59 €
Taux de subvention	:	5,31 %
<b>Montant de subvention</b>	:	<b>18 000,00 €</b>

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b>	:	<b>60 300,00 €</b>
-------------------	---	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	441 629,09 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 030 467,89 €
Prestations intellectuelles et frais	20 755,46 €
Prix de Revient H.T.	1 492 852,44 €
Montant de la TVA	82 106,88 €
Prix de revient TTC	1 574 959,32 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 291,35 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	18 000,00	5,31%
Subvention PEEC (pour l'Etat)	18 000,00	5,31%
Subvention Commune	100 000,00	29,51%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>136 000,00</b>	<b>40,13%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	202 857,59	59,87%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>202 857,59</b>	<b>59,87%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>338 857,59</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>338 857,59</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	103 102,50 €
Surface utile totale	687,35 m²
Dont SU Collectif	687,35
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	441 629,09 €
Assiette de subvention (dépassement)	338 857,59 €
Taux de la subvention	5,31 %

**DECISION DE CLÔTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2014130550023\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500009

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13075 Plan-de-Cuques

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 8 PLUS/4 PLAI/ les Gardanens/Plan-Cuques/Phoceenne  
Les Ambrosis, avenue Louis pasteur  
13380 Plan-de-Cuques

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	09/12/2014	20141305500099
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...):		
S.A. UNICIL		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
Adresse :		
11 RUE ARMENY		
Ville :		
13006 Marseille		
Exercice :		
2014		

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 12)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	353 129,50 €	338 857,59 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	18 000,00	18 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 18 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 AVR. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE  
Pour la Présid  
CE

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	18 000,00	5,31%
Subvention PEEC 1 pour 1	18 000,00	5,31%
Subvention Commune	100 000,00	29,51%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>136 000,00</b>	<b>40,13%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	202 857,59	59,87%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>202 857,59</b>	<b>59,87%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>338 857,59</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>338 857,59</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	103 102,50 €
Surface utile totale	687,35 m²
Dont SU Collectif	687,35
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	441 629,09 €
TVA de la charge fonciere	331,00 €
Charge foncière TTC	441 960,09 €
Assiette de subvention (dépassement)	338 857,59 €
Taux de la subvention	5,31 %